L’histoire non dite de l’occupation israélienne

23 juin 2017

Ayelet Waldeman et Michael Chabon se sont associés à l’ONG israélienne Breaking the Silence pour demander à 26 écrivains de témoigner à propos du conflit israélo-palestinien. L’ouvrage qui en résulte, Un royaume d’olives et de cendres (Robert Laffont, mai 2017) dresse un état des lieux de la guerre qui déchire deux peuples, des tensions historiques, géopolitiques et économiques et d’une politique israélienne toujours plus invasive.

Nous remercions les éditions Robert Laffont de nous avoir autorisés à publier la nouvelle de Fida Jiryis.

Palestinienne d’origine galiléenne, vivant à Ramallah, Fida Jiryis est écrivaine,

éditrice, et membre de la SAWA Community Organization pour les droits des femmes. Elle a écrit des nouvelles et des articles, entre autres, dans This Week in Palestine, Al-Ayyam et Al-Quds al-Arabi. Elle est l'auteure de Hayatuna Elsagheera (« Notre petite vie », publié en 2001 et non traduit en français) ainsi que de Al-Khawaja (« Le Gentleman », publié en 2011 et également non traduit), deux recueils de nouvelles écrites en arabe sur la vie de villages de Galilée.

— Je vais le prendre, dis-je en parcourant du regard l'appartement vide.

La dame n'a pas souri, ni montré aucun signe d'accord. Je commençais à me sentir mal. Elle avait levé les yeux vers moi d'un air interrogateur au moment où j'avais frappé à la porte ouverte de son bureau, quelques instants plus tôt.

— Oui ? avait-elle répondu prudemment.

Quelque chose en moi avait dû me trahir.

— Bonjour ! ai-je lancé aussi gaiement que possible.

L'ensemble d'immeubles neufs était parfaitement situé, à mi-chemin entre mon village et Nahariya, une petite station balnéaire de Galilée. Je serai près de mes parents, de mon bureau, et en même temps de la plage. J'étais passée devant en voiture plusieurs fois pendant qu'ils étaient en chantier et, dès qu'ils avaient été mis en location, j'avais été impatiente de tenter ma chance. Tous les jours, j'irai courir sur la plage après mon travail…

— Puis-je vous aider ? s'enquit la dame, me jaugeant toujours.
— Oui, j'aimerais visiter un des appartements à louer.

C'est mon accent qui m'avait trahie ; j'étais une Arabe. Elle avait l'air gênée. Mais j'avais l'habitude de ce genre de réticence. Je me bornais à sourire en feignant de n'avoir rien remarqué.

Elle tripota un trousseau de clés, puis m'entraîna hors de son bureau vers un des immeubles.

— Nous en avons un ici…, dit-elle.

« Un ? Madame, ce grand ensemble est encore presque vide », songeais-je.
J'ai été un peu déçue quand elle a ouvert la porte. L'appartement était flambant neuf, mais très petit.

— Vous n'avez pas quelque chose de plus grand ?
— Non, c'est tout ce qui nous reste.
— OK.

On ne pouvait pas discuter avec le système. Enfin, je pouvais toujours, mais il était peu probable que j'arrive à quelque chose. _ Alors je me suis forcée à garder le sourire.

— Je vais le prendre. Quel est le montant du loyer ? ai-je demandé d'un ton léger.
— Euh, je dois d'abord vous poser une question. D'où êtes-vous ?

Comme on était en Israël, je ne m'arrêtais pas pour réfléchir à l'inconvenance de cette question.

— Fassuta, un village à une vingtaine de minutes d'ici, près de Ma'alot, ai-je hasardé, mentionnant une ville juive proche de mon village, puisqu'il aurait été inutile de citer d'autres agglomérations arabes.
— D'accord… Elle inclina la tête, fronçant le sourcil. Je vous prierai, alors, de bien vouloir joindre deux références à votre demande, puis je devrais voir avec les voisins.
— Les voisins ?
— Oui, je dois leur demander si c'est bien pour vous d'habiter ici, parce que, eh bien, aucun appartement n'a encore été accordé à des Arabes. Mais si les voisins n'y voient pas d'objection, nous pourrons donner suite. Je ferai passer votre demande en douce, ajouta-t-elle, baissant la voix, pour laisser supposer qu'elle aurait à invoquer une exception.

Je ravalai ma fierté, la remerciai et sortis du bureau. C'était fini. Je n'allais pas avoir l'accord des voisins pour louer un appartement. C'était aussi une des nombreuses raisons pour lesquelles, peu de temps après et, malgré moi, j'avais emménagé à Ramallah sur la rive ouest du Jourdain, qui fait partie des Territoires palestiniens occupés.

L'attitude de cette femme à mon égard est une bonne illustration de la manière dont plus d'un demi-million de Palestiniens vivant en Israël sont traités par cet État. Nous ne vivons pas en Cisjordanie ou à Gaza, mais en Israël même : en Galilée au nord, dans le Triangle (1) au centre et dans le Naqab ou Néguev (2), toutes régions de Palestine qui ont été attaquées par les milices juives en 1948 et qui, par la suite, ont formé Israël.

Nous sommes les Palestiniens et leurs descendants qui sommes restés dans notre pays après cette offensive originelle. Après le nettoyage de la Palestine, le nouvel État d'Israël, créé sur les restes de celle-ci, a dû faire face à environ 15 % de la population palestinienne qu'il n'avait pas réussi à chasser avec les autres. Finalement, il leur a imposé la citoyenneté israélienne et les a soumis à un dur régime militaire durant dix-huit ans, jusqu'en 1966, pour tenter d'écraser toute identité palestinienne ou tout appel à la justice, et pour empêcher les Palestiniens qu'il avait expulsés de revenir. Israël a aboli ce régime militaire avant sa guerre de 1967 et son occupation de la Cisjordanie et de Gaza, après quoi il a imposé son régime militaire à ces territoires. Entretemps, il a compris qu'il avait sur les bras les Palestiniens vivant à l'intérieur de ses frontières et qu'il devait commencer à les « intégrer » dans la société israélienne. Cinquante ans plus tard, cet effort est un lamentable échec, et nous représentons aujourd'hui 20 % de la population israélienne.

La plupart de ceux qui vivent hors d'Israël, et même les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ne savent pas grand-chose des citoyens palestiniens d'Israël. Nous sommes censés ressembler aux citoyens de n'importe quel autre pays et pouvoir vivre une vie normale. En surface, nous sommes beaucoup plus « privilégiés » que nos frères de Cisjordanie et de Gaza ; grâce à notre citoyenneté et à notre passeport israéliens, nous avons le droit de vote, nous avons accès à une bonne éducation, au système de santé publique et aux prestations sociales, et nous pouvons facilement voyager dans le monde entier, excepté dans certains pays arabes.

Nous ne vivons pas dans des zones occupées militairement et fragmentées par des checkpoints, sous la menace permanente d'affrontements, d'incursions de l'armée israélienne et de la violence des colons juifs. Nous sommes libres de suivre presque toutes les études de notre choix, en sachant le marché du travail assez ouvert pour absorber nos compétences.

Mais, en réalité, ce n'est que la vitrine d'un système de discrimination endémique, structurel et institutionnalisé. En tant que Palestiniens – de quelque côté de la « ligne verte » que nous vivions – nous passons tous les instants de notre existence dans ce pays à payer le fait de ne pas être juif.

Que ce soit en Israël ou en Cisjordanie (l'État m'interdit d'atteindre Gaza, à une heure de voiture à peine, tandis qu'il est interdit aux Israéliens juifs d'entrer à Gaza ou dans d'autres parties de Cisjordanie), en

ouvrant les yeux le matin, je ne peux pas oublier la réalité : je suis une citoyenne de seconde ou peut-être de troisième classe, indésirable, opprimée, discriminée et inférieure – le vilain petit canard dans un étang boueux. Je suis tolérée, au mieux, autorisée à vivre ici parce que, eh bien, Israël n'a pas encore trouvé un moyen pour se débarrasser de moi !

Quand je vivais à Fassuta, le village de mes parents en Galilée, tous les matins en roulant vers mon lieu de travail, j'étais obligée de me rappeler que mon peuple avait été exproprié des mains de l'État israélien. D'abord, il me fallait rouler au milieu des vestiges de Suhmata et de Dayr al-Qassi, deux villages palestiniens qui se trouvaient proches du mien et ont été vidés et démolis en 1948.

Aujourd'hui, Suhmata est un maquis ponctué de rares pierres saillantes qui ont survécu aux bulldozers israéliens, envoyés à l'époque raser le village. Dayr al-Qassi, par le miracle de la création d'Israël, est devenu Elkosh, une communauté juive dont quelques-uns des résidents habitent dans le petit nombre de maisons qui n'ont pas été détruites, peut-être parce que ces résidents qui avaient immigré du Yémen et du Kurdistan aimaient l'architecture arabe que les propriétaires palestiniens qui avaient fui avaient laissée derrière eux — une ironie de l'histoire qui mérite en soi réflexion. Depuis, les Palestiniens de Dayr al-Qassi et leurs descendants vivent dans des camps de réfugiés au Liban. Ils sont des réfugiés apatrides à une heure de route environ de ce qui jadis était leur terre. Pendant ce temps, les habitants d'Elqosh font paître leurs vaches, ont des poulaillers, plantent des légumes, cultivent des vergers, sans parler de tâches encore plus triviales. Ils font même des sauts à Fassuta pour vendre quelques produits et consulter le médecin ou un dentiste.

Les Palestiniens de Suhmata ont été eux aussi chassés, même si certains ont réussi à rester sur place et à devenir des personnes déplacées de l'intérieur, c'est-à-dire des réfugiés dans leur propre pays. Quelques-uns d'entre eux vivent à Fassouta et dans d'autres villages voisins qui ont survécu. Ils se rendent en masse sur le site de Suhmata une fois par an, le jour de Nakba (3), pour commémorer leur ancien village. On peut se demander ce qui est le plus pénible — être complètement banni et parti au loin, ou devoir passer quotidiennement devant son village et en voir les ruines sans avoir le droit d'y retourner.

Des dizaines d'autres villages en Galilée, ainsi que des centaines d'autres dans toute la Palestine, ont subi le même sort. Je pensais à leurs populations, sachant que je ne le devais qu'à un coup de chance, si je n'étais pas avec elles dans un de ces misérables camps de réfugiés, à une ou deux heures de route, où des millions de Palestiniens souffrent sans espoir de retour. Mon village est voisin de la frontière libanaise, et chaque fois que je dirigeais mes regards vers le Liban, par-delà les collines, j'avais la sensation irréelle que ses habitants étaient proches et pourtant lointains. En attendant, ceux qui avaient pris éhontément leurs maisons et leurs terres vivaient juste à côté de moi, et je devais les regarder tous les jours vaquer à leurs affaires. Il ne semble pas non plus y avoir beaucoup de sécurité pour les Palestiniens restants ; des membres du gouvernement israélien et de divers cercles universitaires et intellectuels d'Israël appellent régulièrement à l'expulsion des citoyens arabes au moyen du « transfert démographique » — nom de code pour déplacement forcé — et d'autres notions, dont le but ultime est d'assurer la « pureté de l'État juif ». Publiquement, sans vergogne ni représailles.

Après avoir dépassé Dayr al-Qassi et Suhmata, je longeais Kfar Vradim, une riche communauté juive, fière de ses rangées de belles villas avec jardins luxuriants, fontaines et larges trottoirs, offrant un contraste saisissant avec nos rues étroites pleines de nids-de-poule et notre village privé de tels équipements. De fait, les différences entre les villages arabes et les communautés juives d'Israël, souvent situés les uns juste à côté des autres, sont si marquées qu'on sait immédiatement les discerner au premier coup d'oeil.

Il y a à cela deux raisons, également douloureuses. La première, c'est que les villages palestiniens ont évolué organiquement au fil des siècles, avant le zonage et les plans municipaux modernes. La Palestine et d'autres pays du Moyen-Orient n'ont jamais été portés sur la construction de masse de quartiers ordonnés. Leurs communautés et leurs habitations sont nées d'un lien plus ralenti, plus organique et plus profond

avec la terre. Ces nouvelles communautés juives, par contraste, ont été construites de manière méthodique et planifiée, et leurs foyers sont des répliques parfaites les uns des autres, à l'instar des communautés occidentales de construction récente. Elles semblent tombées du ciel, à la place des villages palestiniens démolis, et je ne vois que laideur dans toute cette beauté et tout cet ordre, parce que, en les regardant, je ne peux pas oublier leur implantation forcée sur cette terre. Involontairement, mon esprit se tourne vers les conditions de l'arrivée de ces nouveaux quartiers — l'usage de la force militaire et la saisie des terres — et le coût humain qu'il y a à chasser d'autres gens pour prendre leur place.

Deuxièmement, le budget national israélien alloué aux infrastructures et au développement économique dans les villes et les villages arabes représente une fraction de celui alloué aux équipements juifs. Idem pour les budgets de la santé, de l'éducation et de l'emploi, et la liste n'est pas close. Il y a une notification que l'État utilise pour diffuser cette pratique : les budgets gouvernementaux sont alloués à chaque autorité locale sur la base du montant des recettes fiscales collectées par cette autorité, y compris les taxes professionnelles et foncières. Comme le nombre d'entreprises et d'initiatives pour l'emploi dans les municipalités arabes sont réduites au minimum, les taxes collectées sont elles aussi réduites, comparées à celles collectées dans les communautés juives subventionnées par les autorités. Ainsi, au lieu de financer des projets de croissance économique dans les zones arabes, le gouvernement leur alloue des budgets moindres – proportionnés à leur rendement économique — et le cercle vicieux se perpétue.

Perpétuels laissés-pour-compte du système, les citoyens palestiniens d'Israël sont mal partis. En 1966, mon père, Sabri Jiryis, a écrit Les Arabes en Israël (4), un livre qui est devenu un document majeur sur les Palestiniens d'Israël et leur oppression systématique par l'État. Malheureusement, le message central de l'ouvrage est toujours valable aujourd'hui, cinquante ans plus tard. Le régime militaire à l'intérieur d'Israël lui-même est caduc depuis longtemps, mais le comportement de l'État envers ses citoyens palestiniens est en gros similaire. Nous sommes vus comme l'ennemi, une cinquième colonne, une menace démographique. Notre supposée égalité inscrite dans la loi se traduit par une discrimination institutionnalisée contre notre peuple qui étend ses tentacules dans les moindres aspects de notre existence. Peu de gens en Israël critiquent cette discrimination, et seules les organisations aguerries de la société civile publient un rapport après l'autre. Pour moi, c'était un autre fait de la vie que je devais avaler, et je continuais à rouler.

Une fois arrivée au bureau, j'avais déjà sombré dans ce profond état d'aliénation qui marque toute inspiration que je prends dans ce pays. Mes interactions professionnelles s'ajoutaient à ce mélange.

Malgré tous mes efforts, je n'ai jamais pu surmonter mes complexes quand je dois collaborer avec des Israéliens. J'étais l'unique Arabe parmi la trentaine d'employés juifs, mais ce n'était pas cette situation qui m'intimidait : c'était mon sentiment quotidien d'avoir de la « chance », d'être d'une façon ou d'une autre privilégiée de me trouver là — comme si je n'avais pas droit à un tel poste. Bien que beaucoup de Palestiniens, tous citoyens israéliens comme moi, soient pourvus d'un emploi en Israël, la majorité est systématiquement plus pauvre, contrainte génération après génération par les pratiques de l'État à survivre de travaux subalternes ou marginaux. Le bâtiment, par exemple, est une des plus grosses industries à employer des Palestiniens en Israël, comme l'activité manufacturière. Les Palestiniens sont généralement exclus des postes de cadre supérieur bien payés des sociétés privées et des institutions d'État ; peu d'ingénieurs palestiniens sont recrutés à l'IEA, l'Israel Electricity Authority, ou dans les entreprises de télécommunications, et ils sont complètement exclus des industries de la défense et de l'aéronautique entre autres. J'étais si bien conditionnée, en tant que Palestinienne, à la quasi-impossibilité de trouver un bon emploi que je pouvais à peine y croire quand c'est arrivé. Mes parents et mes amis étaient ébahis quand ils m'ont questionné sur mon salaire ; ce qui était normal selon les normes juives était considéré comme une fortune dans notre communauté.

Au bureau, de menus aperçus de la réalité ne tardèrent pas à se présenter. Je surprenais souvent mes

collègues juifs en train de parler de leur service militaire. Les trois quarts d'entre eux étaient mobilisés quelques semaines de temps à autre au titre de réserviste opérationnel. Il y avait des discussions politiques passionnées sur les récents accords d'Oslo et les relations avec les Palestiniens pendant lesquelles je demeurais silencieuse, extrêmement mal à l'aise.

Je suis née au Liban, et en 1983, quand j'avais dix ans, j'ai perdu ma mère dans un bombardement du Centre de recherche de l'OLP à Beyrouth, à la suite de l'invasion israélienne du Liban de l'année précédente. En 1995, je suis arrivée en Israël à la faveur des accords d'Oslo. En regardant mes collègues autour de moi, je ne pouvais m'empêcher de me demander combien d'entre eux avaient servi au Liban pendant l'invasion que j'avais vécue là-bas.

Mais je chassais ces pensées de mon esprit. J'étais de retour, je cherchais du travail et devais me lancer dans la vie. Comme pour m'aider à supporter mon aliénation, j'ai noué une amitié avec une collègue britannique plus âgée, avec laquelle j'avais beaucoup de choses à partager pour en rire. Juive, elle avait immigré en Israël quand elle était adolescente et s'était mariée avec un Israélien. Un jour, je les ai invités, elle et son mari, dans ma maison de Fassuta. Elle a accepté avec joie et ils sont venus, mais cette visite a été tendue et peu agréable pour une raison que je n'ai pas saisie tout de suite. La conversation traînait en longueur, chaque sujet que j'abordais était tièdement accueilli, et ils ont mangé et sont repartis aussi vite que possible. J'ai débarrassé la table peu après, me sentant perplexe et abattue. Au bureau, le lendemain, elle s'est excusée auprès de moi, me disant que son mari avait servi à un haut rang dans l'armée israélienne et était gêné d'être reçu chez des Arabes.

Bien qu'estomaquée par sa franchise, j'ai apprécié qu'elle me dise la vérité. À l'exception de quelques villes, les Palestiniens et les Juifs vivent dans la ségrégation en Israël. Ce qui pose un vrai problème pour certains Palestiniens, dont les villes et les villages sont détournés de leur expansion naturelle par les autorités israéliennes, étant donné que la majorité de leurs terres a été saisie en 1948 et que le reste a été classé « propriété d'État ». Le gouvernement impose des conditions de zonage strictes et n'autorise pas facilement l'expansion des zones constructibles à l'intérieur des limites municipales des villes et villages arabes. Des milliers d'habitations arabes sont ainsi menacées de démolition par l'État israélien parce que situées en dehors des zones autorisées. Mon village Fassuta, par exemple, garde 11 000 dounams (1 dounam = 1 000 m^2) sous la juridiction de son conseil municipal. Et pourtant, depuis 1988, le gouvernement n'a donné son aval qu'à un nouveau développement immobilier de 650 dounams. Résultat, surpeuplement et obligation de partir pour aller s'installer ailleurs. Mais de nombreuses communautés juives interdisent aux Palestiniens d'habiter ou même de travailler en leur sein, et des Palestiniens ont dû se tourner vers la justice pour défendre leur droit d'acquérir un appartement si par hasard ils ont des voisins juifs. Nous sommes traités comme des parias, indésirables et importuns. Dans un exemple récent, un membre juif du Parlement israélien a prôné la séparation des femmes palestiniennes et des femmes juives dans les maternités, et on apprend que plusieurs institutions médicales auraient tenu compte de ce souhait.

Un jour, un homme que j'appellerai Moshe, un de mes collègues de bureau, s'est posté tout sourire dans l'embrasure de la porte de mon petit bureau, une tasse de café à la main. Il s'était montré amical avec moi dès le premier jour. Nous échangions des banalités sur le travail. Il s'est appuyé contre le battant pour m'étudier d'un air narquois en buvant son café. Puis il a lâché pensivement :

— Tu n'es pas comme les autres Arabes, hein ? Tu es devenue quelqu'un.

J'ai gardé le silence. Je me suis demandé s'il croyait me faire un compliment en me distinguant de ma « race grossière et arriérée ». Qu'étais-je censée répondre ?

— Je te le dis, vous les Chrétiens, a-t-il repris, pointant la tête un peu plus à l'intérieur et baissant la voix, comme pour partager un secret extrêmement précieux, vous êtes différents. Nous n'avons aucun problème

avec vous !

J'ai cligné des yeux. Alors j'avais droit à deux compliments, semblait-il. Moshe prenait sur lui de me donner le coup de tampon de son approbation sur deux points, y compris sur le fait de ne pas être musulmane. J'ai ouvert de grands yeux en pensant au nombre de sens où ces remarques étaient fausses, et à la façon dont elles seraient reçues dans n'importe quel autre pays, sans éprouver aucunement la gratitude qu'elles étaient censées provoquer chez moi.

À la fin de ma journée de travail, je me suis arrangée pour retrouver ma cousine et l'accompagner dans un centre commercial d'Haïfa. Nous avons bavardé dans sa petite auto avec de la musique arabe en fond sonore : potins de village et nouvelles de la prochaine saison des mariages. Fugitivement, j'ai fui la réalité de ce pays pour me laisser emporter vers un monde où je vivrais dans ma patrie, la Palestine, libérée du racisme et de toute discrimination.

Mais la réalité s'est rappelée à moi, comme toujours, dès l'instant où nous avons pénétré dans le parking du centre. Les panneaux en hébreu étaient omniprésents. À l'intérieur du centre, il n'y avait pas une seule enseigne en arabe, même s'il accueillait principalement des clients palestiniens venus des villages galiléens environnants, même si l'arabe était la seconde langue officielle de l'État. Nous nous sommes réfugiées dans une boutique et avons ressenti la nervosité qui nous était familière en parlant notre langue.

Mais je n'allais pas parler à ma cousine en hébreu. Pendant que nous regardions les fringues, nous avons papoté en arabe, même si, inconsciemment, nous parlions bas. Voyant une vendeuse, j'ai montré une robe en lui demandant la bonne taille pour essayer.

— Ce sont les dernières ! a lancé la femme à l'air revêche, avant de disparaître.

Je me suis détournée, mal à l'aise, mais comme on était en Israël, ses manières ne nous ont pas étonnées. La grossièreté de ses habitants est un trait connu de notre pays. Pour une mystérieuse raison, il suscite, chez les Israéliens, une réaction nationale d'humour plus que d'incrédulité. Mais il y a la chutzpah, le « culot » des Israéliens aux prises les uns avec les autres et avec le reste du monde, et il y a une chutzpah « forte », mêlée d'une touche implicite d'aversion et de mépris, qui est réservée aux Palestiniens.

Aussi, quand une vendeuse plus aimable a bondi pour nous aider, avons-nous éprouvé de la gratitude. De la gratitude, voyez-vous, pour avoir été traitées comme des êtres humains, malgré le fait d'être palestiniennes.

J'ai essayé la robe.

— Waou ! s'est exclamée la vendeuse quand je suis sortie de la cabine d'essayage.
OK, j'ai compris qu'elle me flattait parce qu'elle voulait vendre, mais j'ai quand même souri. Puis elle a ajouté :
— Vous êtes si belle. On ne vous prendrait jamais pour une Arabe !

J'ai rendu la robe et suis ressortie de la boutique. J'ai haussé les épaules avec ma cousine. Il est impossible de vivre un seul jour en Israël en oubliant que nous sommes nous et qu'ils sont eux — et nous ne serons jamais vus comme leurs égaux. De fait, dans les trois quarts de mes interactions avec des Israéliens, je ressens les vibrations d'une hostilité à peine dissimulée, d'une prudente suspicion, ou, dans le meilleur des cas, comme Moshe, d'une attitude de bienveillante indulgence envers nous, les indigènes, à qui ils ont la générosité de permettre de rester sur notre terre.

Pendant que ma cousine et moi faisions la queue pour acheter des burgers, j'épiais avec curiosité la famille israélienne juive à côté de nous, entassée chez le marchand de chawarmas. Je me demandais comment il se pouvait que les Palestiniens ne semblent pas exister dans ce pays, alors que la nourriture palestinienne

est si recherchée. Le chawarmas avait également une étiquette casher. Nous nous mettons en quatre pour tenter de nous intégrer, mais je crois que l'État serait content que nous tenions nos échoppes de falafels et de chawarmas et nous contentions à côté de nous fondre dans le décor. Parce que, pour Israël, assumer le poids de ses exactions contre nous, depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, est un défi de taille, un de ceux qu'aucun segment de la société israélienne n'est prêt à relever.

Avançons rapidement de quelques années. Je suis retournée au Royaume-Uni passer mon mastère en administration des entreprises. Mais la sensation de sombrer m'a reprise dès que j'ai eu mon diplôme et ai atterri de nouveau à Tel-Aviv. Chez moi, à Fassuta, j'étais revenue à la case départ : la recherche d'un emploi. Le vieux monstre refaisait surface. J'avais toujours un patronyme arabe et toujours pas de numéro matricule militaire ; en tant que Palestiniens, nous sommes exemptés de service dans l'armée israélienne.

Des mois plus tard, je n'avais toujours pas de travail. Finalement, en désespoir de cause, et de plus en plus endettée, j'ai accepté un emploi qui ne me plaisait pas. On ne peut pas se payer le luxe de l'accomplissement personnel dans ce pays, ai-je compris amèrement. On en est encore au stade de la survie.

Mon lieu de travail était Karmiel, une autre ville juive de Galilée construite sur une terre confisquée à trois villages arabes : Deir al-Asad, Bi'ina et Nahf. Tous les jours, je m'interdisais cette pensée en me rendant là-bas ; j'avais désespérément besoin de ce job, et je devais aussi avoir la force de gérer le traumatisme mental et affectif d'être rentrée au pays, qui, déjà, ne cessait de s'enfoncer.

La deuxième intifada sévissait en Cisjordanie et à Gaza. Tous les soirs, je rentrais pour regarder les horreurs se dérouler auxinformations télévisées. Je faisais des cauchemars remplis de cadavres ensanglantés et des lamentations des familles de victimes. Le jour, j'avais du mal à me concentrer sur quoi que ce soit. Cette période a été d'un stress et d'une angoisse indescriptibles pour moi et d'autres Palestiniens, qui voyions notre peuple réprimé à grande échelle en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, tous réduits à l'impuissance.

Au bureau, j'entendais mes collègues juifs parler de « les écraser » et encenser gaiement les victoires d'Israël sur ses ennemis. Je ne pouvais pas me permettre un seul mot ; il fallait que je garde mon emploi, et la situation était si électrique que l'atmosphère était pareille à un fil tendu prêt à se rompre. Quelques jours plus tard, une autre collègue, du même âge que moi proche de la trentaine, annonça bruyamment à la table du déjeuner que son gouvernement commettait une erreur en « ne pénétrant pas [en Cisjordanie] pour tout rayer de la carte — population, arbres, chiens et chats, tout — et résoudre le problème une bonne fois pour toutes ».

L'aliénation, bien sûr, existe à un niveau collectif, pas seulement personnel ; peu après, il y a eu une nouvelle fête de l'Indépendance israélienne (5). Chaque année, ce jour-là, beaucoup de Palestiniens sont envahis d'une telle dépression et d'un tel désespoir que nous préférons rester simplement chez nous. Ce jour de fête pour les Israéliens marque le souvenir de notre nakba, la perte de la Palestine et l'expropriation de notre peuple. Pendant que les Israéliens juifs agitent des drapeaux, se réunissent et organisent des barbecues sur ce qui était jadis la terre palestinienne, nous commémorons nos villages détruits et pensons à nos morts et à tous ceux qui ne peuvent pas revenir. Chaque année est un douloureux rappel qu'une nouvelle année s'est écoulée dans cette tragique situation. Tout le pays est pavoisé durant des semaines avant et après cette date, à une dose encore plus élevée que d'habitude ; Israël semble avoir l'obsession d'arborer son drapeau partout, comme pour marquer un point. Peut-être pour combler l'angoisse de sa propre psyché nationale.

Je m'interroge souvent sur notre pure volonté de survie en tant que peuple, dans un système si impitoyablement déterminé à nier notre existence. Durant des décennies, il était illégal de hisser un drapeau palestinien en Israël. Jusqu'à ce jour, les citoyens palestiniens d'Israël n'ont même pas droit au

nom de Palestiniens auprès de la société israélienne, mais à la dénomination quasi oxymorique d'« Arabes israéliens », soigneusement concoctée pour laisser croire qu'Israël est là depuis toujours et que nous avons toujours été un groupe minoritaire sur son sol. Et aussi, pour continuer imperturbablement à effacer notre identité palestinienne et à faire de nous des « Arabes » anonymes, une race qui inclut des citoyens de vingt-deux pays. Pis, après plusieurs décennies de cet endoctrinement forcé, même nous avons parfois arrêté de nous présenter comme des Palestiniens — ce qui n'est guère étonnant, puisque ce mot équivalait à demander à aller en prison. Plusieurs autres dénominations ont été créées pour nous désigner ; certaines gentiment par nos frères arabes, dont « Arabes de 1948 », ce qui, curieusement, lie un peuple entier à une seule date ; ou « Arabes à l'intérieur de la "ligne verte" » (datant de l'armistice de 1949 entre Israël et ses pays arabes voisins, vous vous imaginez utiliser cette formule pour vous présenter à quelqu'un ?) ; et ma préférée, « Arabes de l'intérieur », qui doit provoquer en réaction la question naturelle « À l'intérieur de quoi ? » par toute personne extérieure à ce gâchis. « À l'intérieur d'Israël, bien sûr », répondons-nous, comme si c'était évident. La raison de toutes ces appellations est aussi pathétique qu'inutile ; elle réside dans le refus de certains Arabes de reconnaître Israël et ainsi de l'appeler par son nom — une autre manière de se mettre la tête dans le sable.

Meurtris par la violence de tout ce contexte, les citoyens palestiniens d'Israël en sont encore à tenter d'assumer leur identité, brisés jusqu'à l'oubli par une puissance étrangère. Ces dernières années, nous avons recommencé à dire prudemment que nous sommes palestiniens, tandis que la roue continue de tourner pendant des décennies successives d'oppression israélienne et que notre patience s'amenuise de plus en plus.

Les tentatives d'Israël de nous cacher sous le tapis, bien sûr, et sa grande difficulté à reconnaître notre identité viennent de son refus de reconnaître ses torts passés et toujours actuels envers nous, ou de comprendre l'impossibilité de son projet d'être un « État juif ». Les Palestiniens vivent dans ce pays, et ils ont vécu là bien avant que le projet sioniste ait décidé de les exproprier et de créer Israël à sa place. Aujourd'hui, les Palestiniens vivant sur le sol d'Israël en sont des citoyens, mais Israël n'est pas un État pour tous ses citoyens — selon les termes de sa propre proclamation, c'est l'État des juifs. Même si l'adverbe « seulement » ne figure pas dans la définition, les pratiques d'Israël impliquent que c'est un État pour juifs seulement. Sa plus grande crainte, semble-t-il, est d'abandonner son dogme raciste et de devenir un État binational, ou un État pour tous ses citoyens.

Quand, face à la gêne causée par ma présence, que je subis quotidiennement au bureau, dans l'autobus, au centre commercial ou face à l'administration, je réfléchis à l'autodéfinition d'Israël comme étant un État juif et démocratique, si outrageusement vantée par une société prétendument moderne, dotée d'un parlement, d'un président, d'un premier ministre et d'une prétention à la démocratie, ma première question instinctive est la suivante : Et si on n'est pas juif ?

À en juger les actions de l'État contre moi tous les jours que j'ai vécus là-bas, la réponse s'impose : Eh bien, on n'a qu'à partir ! C'est ce que j'ai fini par faire. J'ai pris mes cliques et mes claques pour aller m'installer à Ramallah, en Cisjordanie, partie intégrante des Territoires palestiniens occupés, dans une tentative désespérée de rester dans mon pays tout en fuyant l'oppression subie par celui ou celle qui vit en Israël. Avec d'autres Palestiniens qui ont émigré ici, nous aspirions à une reconquête de notre identité et à notre autonomie politique, en quête des restes de dignité et d'assistance que nous pourrions tirer de ce pays.

Nous étions tombés de Charybde en Scylla. J'ai mis du temps à le comprendre. Après ma visite de Ramallah, ma première réaction avait été euphorique, à cent lieues de la réalité qu'il me restait à découvrir. Mon coeur battait pour le drapeau palestinien que je voyais flotter sur les toits et les façades des bâtiments officiels. Je contemplais les ministères avec un sentiment de fierté ; ici on voyait des traces de souveraineté palestinienne, ici se trouvait un fragment de Palestine. Tout n'était pas perdu ! Il n'y avait plus de panneaux en hébreu, là où je vivais. La population parlait arabe et se montrait amicale et

accueillante. C'était presque comme de débarquer dans un autre pays.

Ça l'était. Sauf que ce n'était pas une destination touristique.

Ici, mon journal intime représente l'autre face de la même pièce, celle de la domination militaire israélienne et de l'expropriation des Palestiniens. Ici, elle est encore plus flagrante, incontournable.

Elle est dans l'humiliation et les attentes interminables aux checkpoints, dans un cruel environnement journalier de violents affrontements, dans les colonies juives tentaculaires quidévorent illégalement notre terre, dans la frustration engendrée par les restrictions de la circulation des personnes, dans un sentiment permanent d'insécurité. Elle est dans l'observation quotidiennede mes compatriotes, étranglés par un occupant étranger, incapables de développer leur économie et vivant une existence faussée où ils ont peine à joindre les deux bouts, à la merci de l'aide internationale. Elle est dans des générations confrontées à la montée du chômage et à la hausse du coût de la vie, sans espoir d'un avenir meilleur et sans paix à l'horizon.

Au fond, les Palestiniens font à Israël une colossale faveur historique en parlant d'occupation. Il y a longtemps que la définition d'une occupation militaire comme un état de fait temporaire n'a plus cours ici. Après un demi-siècle, plus d'une centaine de colonies juives illégales et plus d'un demi-million de colons juifs installés illégalement en Cisjordanie, ce qui se passe excède de loin une occupation ; c'est une expropriation structurée et systématique des Palestiniens, similaire à celle de 1948, mais à un rythme plus lent bien que tout aussi impitoyable. À mesure que la Palestine perd de sa surface, et que les Palestiniens s'entassent dans des ghettos de plus en plus petits, cantonnés par un horrible mur de séparation qui serpente à travers leurs terres et les coupe de leurs familles, de leurs champs, de leurs écoles et de leur travail, étant donné que de nombreuses routes leur sont interdites et qu'ils continuent d'être la cible de meurtres aléatoires et, parfois, d'arrestations de masse, Israël a déjà pris des initiatives sur le terrain qui rendent impossible la fondation d'un État palestinien viable et véritablement indépendant.

J'ai toujours trouvé curieux, pourtant, que les Palestiniens et la communauté internationale aient fini par voir cette occupation militaire comme un problème isolé, détaché du contexte historique de la nakba : la fondation d'Israël sur 78 % de la Palestine historique, l'expropriation d'environ 85 % de la population arabe et palestinienne de cette partie du pays, la purification ethnique et la destruction de plus de quatre cents villages palestiniens. L'occupation n'est pas tombée du ciel sur ces territoires, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. L'occupation n'est qu'une extension des principes fondateurs d'Israël, de ses origines violentes, de son dogme d'être le foyer national des Juifs et de son attaque historique contre les Palestiniens dans le but de les chasser de leur patrie pour atteindre ses objectifs.

Pour voir vraiment la fin de l'occupation, la problématique doit s'élargir à l'autodéfinition d'Israël, à ses visées expansionnistes, à son attitude envers les non-Juifs et à ses actions au cours de ces derniers soixante-huit ans qui attestent de tout cela. À l'intérieur d'Israël règne un système où les Palestiniens ont peur de parler en public, où, ces dernières années, à l'instar de nos frères de Cisjordanie qui se font fréquemment tirer dessus aux checkpoints, nous pouvons nous faire abattre en pleine rue sur simple soupçon d'un soldat ou d'un policier. Un système où il nous faut ramper pour avoir du travail et être reconnaissants des miettes qu'on nous laisse, et où nous devons nous tailler une existence digne contre un monstre d'État qui appelle ouvertement à notre expulsion ou au « transfert démographique ». De part et d'autre du mur de séparation, on ne peut que s'interroger sur l'ingéniosité sadique avec laquelle Israël a tissé un système hermétique autour de nous afin d'étouffer le moindre aspect de notre vie – tout en poursuivant implacablement ses objectifs de création de plus de colonies juives et de plus en plus d'accaparements de terres et de ressources palestiniennes au seul profit des Juifs israéliens.

Fondamentalement, en m'installant à Ramallah, je n'ai pas eu le choix. Pour les Palestiniens, le choix de vivre en Israël ou en Cisjordanie est un choix entre deux systèmes de l'agression israélienne, qui ne

différent qu'en apparence. Les deux solutions sont tout aussi mortelles et avilissantes. Toutes les deux cherchent à nous nier, à nous traiter avec condescendance et mépris, à nous transformer en victimes de l'oppression d'État dans notre propre patrie. Toutes les deux refusent de reconnaître nos droits et notre dignité en tant que peuple, un peuple qui a été dépouillé de son pays et de son autodétermination et qui perd tout espoir de trouver une voie de sortie.

Comme tout Palestinien, j'attends des réponses de tous ceux ou celles qui disent aimer Israël.

Fida Jiryis

(1) Ensemble de villes et villages arabes israéliens proches de la « ligne verte », dans la plaine orientale de la région de Sharon. Le nom vient du triangle formé par les colonies et visible depuis les airs.

(2) Région désertique du sud d'Israël.

(3) De l'arabe yawm al-nakba, « le jour de la catastrophe », qui désigne l'expulsion des Palestiniens, le 15 mai 1948, de leurs terres.

(4) François Maspero, 1969.

(5) Yom Ha'atzmaout, célébration de la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, qui a généralement lieu le 5 iyar (entre la mi-avril et la mi-mai du calendrier grégorien selon les années).

Visuel : « Arbre de la Nakba », Falasteenyia, 2008.

Lire aussi : Orient XXI

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Actualités >
- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/L-histoire-non-dite-de-l-occupation-israelienne